

# POUR LES DROITS ECONOMIQUES DES FEMMES

Revue semestrielle réalisée en trois langues : Arabe, Français et Anglais - Seconde Edition – Mai 2011



Le Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF) Projet a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



L'Association Palestinienne des femmes d'affaires



Le Fonds Hachémite Jordanien pour le Développement Humain



CAWTAR  
Le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche



Le Collectif recherche et formation pour le développement - action

## Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)

### Qu'est-ce que le PRHEF ?

Le but du PRHEF est d'assurer un environnement qui permet de développer le rôle économique des femmes dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de façon durable, et de créer des opportunités pour leur habilitation économique.

La finalité du projet est une augmentation du taux de participation des femmes (y compris les femmes âgées de 18 à 35 ans) dans le développement économique dans les quatre zones ciblées : la Cisjordanie et la bande de Gaza, la Jordanie, le Liban et la Tunisie.

À travers les efforts concertés des organisations partenaires dans la région, ces dernières visent à :

- Améliorer l'habilitation économique des femmes dans les pays visés et dans la région aux niveaux du plaidoyer et du réseautage.
- Appliquer, avec d'autres intervenants gouvernementaux et non-gouvernementaux des interventions plus efficaces et fondées sur l'expérience en habilitation économique des femmes.
- Offrir de meilleurs services financiers et non financiers pour appuyer la réhabilitation économique des femmes.

### Que fait-on ?

Le projet est structuré autour de trois composantes qui sont mises œuvre sur le plan national et régional : plaidoyer et mise en réseaux, recherche et apprentissage, et services pour le développement des affaires (financiers et non financiers).

### Qui est impliqué dans le projet ?

Oxfam-Québec a assuré la participation de quatre partenaires clés pour la mise en œuvre du PRHEF :

- L'Association palestinienne des femmes d'affaires (ASALA)
- Le Fonds Hachémite Jordanien pour le Développement Humain (JOHUD)
- Le Collectif recherche et formation pour le développement - action (CRTD.A)
- Le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR)

Projet a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



## Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)

### Bazar régional des femmes rurales: Forum pour la communication et l'apprentissage

Les 15 et 16 décembre 2010, des femmes rurales de la Cisjordanie, de la Jordanie, de la Tunisie et du Liban ont saisi l'occasion fournie par le Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF) pour présenter leurs délicatesses et travail artisanal à grande échelle, lors du bazar rural tenu à Amman, au Centre de Jeunesse Al-Hussein. Les femmes impliquées dans cet événement participent toutes aux programmes de développement des affaires des organisations partenaires. En plus de fournir une opportunité pour commercialiser et vendre leurs produits, le bazar a aussi été un lieu où les femmes participantes ont pu échanger sur leurs expériences, rencontrer et être mises en réseau avec d'autres femmes qui sont des productrices rurales dans la région. L'événement qui a duré 2 jours a été organisé dans le cadre du Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF), un projet réalisé par Oxfam-Québec grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le bazar a été inauguré par SAR la Princesse Basma Bint Talal, qui a souligné l'importance du projet pour soutenir l'habilitation des femmes rurales et renforcer leur rôle économique. Une cérémonie qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Canada, M. Mark Gwozdecky et le chef de la Coopération canadienne en Jordanie, M. Enrique Madueno, qui ont visité le bazar et ont été présentés aux participantes.

Le Bazar régional des femmes rurales représentait la première occasion pour quelques-unes des participantes à présenter et promouvoir leurs produits au-delà de leurs frontières nationales et a été une nouvelle expérience pour beaucoup d'entre elles. Une participante a décrit le bazar comme "un rêve qui est devenu une réalité". Le bazar a fourni aux femmes l'occasion de voyager à l'étranger, d'identifier de



nouveaux marchés, d'être exposés à un nouvel environnement, et d'apprendre de nouvelles méthodes de promotion et de marketing. Ce fut le cas pour Najwa Hawash, une participante de l'Association palestinienne des femmes d'affaires (ASALA) en Cisjordanie, qui a obtenu un prêt d'ASALA pour démarrer une entreprise de sculpture artisanale à base de bois d'olivier.

Grâce à cette activité, elle réussit à soutenir les six membres de sa famille à une époque où la pauvreté est de plus en plus répandue dans les villes et villages palestiniens, en particulier chez les femmes. En outre, le bazar a donné aux participantes l'occasion de présenter leurs produits à un public plus large et même d'obtenir une rétroaction très convoitée de la part d'éventuels clients.

Kholoud Abou Dagar, de la Jordanie, a déclaré que "le bazar nous permet d'atteindre un plus grand nombre de clients et d'échanger des expériences". Amina Mshimesh du Liban estime que "ces activités permettent d'échanger des idées culturelles, qui aident à créer des communautés plus intégrées".

Le PRHEF vise à accroître la participation des femmes dans le développement économique dans les quatre pays cibles (Jordanie, Tunisie, Liban, Cisjordanie et Bande de Gaza) grâce aux efforts conjugués des partenaires. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le rôle des femmes rurales et leur contribution à l'économie de leur pays sont peut reconnus.

Pourtant, les femmes rurales jouent un rôle important dans

le maintien de l'économie des ménages et contribuent à la production agricole. Les femmes contribuent au bien-être de leurs familles et au développement des économies rurales.

Bien que l'artisanat et le style de production soit unique pour chaque pays, elles sont liées ensemble en tant que femmes des populations rurales.

Le PRHEF, en mettant en évidence la contribution des femmes rurales à l'économie de la région, vise à sensibiliser sur leurs droits et de leur situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient afin de soutenir la reconnaissance et le changement positif. Les droits économiques des femmes sont la pierre angulaire de la lutte contre la pauvreté et l'injustice - lorsque les femmes ont le droit de travailler, de diriger les affaires, d'emprunter de l'argent et d'avoir une propriété, les familles et les communautés vont connaître la prospérité. Oxfam-Québec exécute le PRHEF en partenariat avec le Fonds Hachémite Jordanien pour le Développement Humain (JOHUD)/Jordanie, le Collectif pour la recherche et le développement -action (CRTD.A)/ Liban, le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR)/Tunisie et L'Association palestinienne des femmes d'affaires (ASALA)/ Cisjordanie et Bande de Gaza. Le Bazar régional des femmes rurales a été le premier événement du genre pour PRHEF, et avec les quelque 650 visiteurs qui ont participé à cet événement inaugural, il était une excellente occasion!



## Le premier ministre Palestinien affirme l'engagement du gouvernement aux questions relatives aux femmes et leurs droits sociaux et légaux

### La déclaration du premier ministre a été faite au cours d'un atelier organisé par Asala lors de la célébration de la Journée Internationale des femmes



Les participants à l'atelier organisé par l'Association Palestinienne des femmes d'affaires (Asala) à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 Mars) ont convenu qu'il était nécessaire d'établir des partenariats entre les entreprises des femmes. L'atelier s'est tenu sous le titre "Habilitation économique des femmes en Palestine". Les participants ont également recommandé la réduction des impôts prélevés sur les projets des femmes, exempté les petites entreprises de toute imposition, et le soutien du secteur privé aux petites entreprises de femmes. Les participants à l'atelier ont appuyé l'élaboration d'études et de recherches pour fournir des orientations aux entreprises des femmes, conformément aux besoins du marché et donner accès aux produits des petites entreprises à des expositions locales, arabes et internationales visant à promouvoir leur compétitivité.

Les recommandations des participants à l'atelier ont été faites suite à un exposé sur l'étude publiée par Asala sous le titre de "Habilitation économique des femmes en Palestine". L'étude recommande d'établir un forum pour la coopération et la coordination de l'habilitation économique des femmes, le soutien des bailleurs de fonds et des organisations internationales, le soutien et l'appui des organisations de femmes et de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) pour coordonner les efforts, élaborer un plan stratégique sur l'habilitation économique des femmes au cours des dix prochaines années. En outre, l'étude recommande que les bailleurs de fonds et l'Autorité palestinienne adoptent les projets et programmes futurs en conformité avec le plan stratégique et les priorités définies, le renforcement des capacités des organisations de femmes, créent des visions communes et des actions concernant l'habilitation économique des femmes, fournissent aux ministères concernés les compétences et le soutien pour promouvoir l'habilitation économique des femmes au travail et dans les entreprises, et aident

les femmes à surmonter les obstacles traditionnels et culturels par le biais de campagnes médiatiques sur le genre.

L'atelier a eu lieu le 9 mars sous le patronage et la participation du premier ministre, Dr Salam Fayyad. Des représentants d'organisations non-gouvernementales, une représentante du projet PHREF du bureau d'Amman (Jordanie), des universités et des secteurs public et privé ont participé à l'atelier.

Dr. Fayyad a affirmé dans son discours l'engagement du gouvernement aux questions relatives aux femmes et à leurs droits sociaux et légaux.

Le premier ministre a mis en évidence que l'octroi de la priorité aux grandes questions nationales, y compris la fin de l'occupation, ne peut pas être une excuse pour ne pas tenir en compte la responsabilité directe de l'habilitation du statut des femmes et le développement des moyens d'habilitation des femmes et leur protection contre l'oppression et la violence ainsi que la responsabilité du traitement équitable des femmes. Le premier ministre a également affirmé l'engagement du gouvernement à la pleine égalité entre les hommes et les femmes et son intervention pour réduire l'écart sur le marché du travail entre les hommes et les femmes, où la participation des femmes n'excède pas 15%. Dr Fayyad a déclaré qu'il est impératif de fournir l'appui nécessaire pour que les femmes aient accès aux lieux de prise de décision et aux postes de direction dans le gouvernement, la magistrature, et les conseils locaux.

Ms. Zahira Kamal, la présidente du conseil d'administration d'Asala, a déclaré que les processus d'habilitation des femmes dans tous les secteurs ne peut donner des résultats sauf si les éléments de l'ensemble de l'habilitation sont traités comme un tout. Cela commence par la compréhension des femmes elles-mêmes et leur sentiment de contrôler leur propre destin, la capacité des femmes à prendre des décisions et de prendre part au processus de développement, à sensibiliser sur les droits individuels et collectifs dans la société. Selon Ms. Kamal, les résultats de l'habilitation des femmes ne peuvent être atteints que lorsque les femmes deviennent capables de se joindre aux groupes de pression et aux groupes sociaux qui représentent les femmes et ont une plus grande représentation dans les arènes de prise de décision politiques et économiques. Cela n'est possible que lorsque les femmes deviennent indépendantes économiquement et peuvent agir librement sans être forcées d'effectuer certaines actions.

Reem Abboushi, la directrice exécutive d'Asala, a estimé que la participation du premier ministre à l'atelier est une preuve claire de l'importance des questions concernant les femmes palestiniennes, et de travailler ensemble pour donner une habilitation économique aux femmes, l'amélioration de la situation des femmes en général et en particulier leur position dans les lois relatives au statut personnel et le Code du travail. La participation du premier ministre est une étape importante vers l'implémentation, selon madame Abboushi.

## Les publications de l'Association Palestinienne des femmes d'affaires (Asala)

Asala a publié deux études en février 2011, incluant l'Évaluation de l'impact par les bénéficiaires: La satisfaction des clients des services financiers et non-financiers d'Asala. L'étude multi-usages est un exercice pour explorer et évaluer les services financiers et non-financiers d'Asala et l'impact de ces services sur les emprunteurs ainsi que les bénéficiaires des services non-financiers en général. L'étude révèle également le degré élevé de satisfaction des emprunteurs et des bénéficiaires des services disponibles à Asala. L'équipe d'Asala a également obtenu un degré élevé d'appréciation à l'égard de la question du renforcement des relations permanentes et fiable entre Asala et les bénéficiaires de ses services.

La deuxième étude publiée par Asala en février 2011 a été l'habilitation économique des femmes en Cisjordanie, Palestine. L'étude explore la compréhension actuelle et les perspectives de l'habilitation économique des femmes en Palestine, en particulier en Cisjordanie. En outre, l'étude fournit des faits et des informations sur les indicateurs clés qui définissent l'habilitation économique des femmes en Palestine. Selon l'étude, l'habilitation comprend "l'octroi des possibilités économiques telles que l'augmentation des possibilités du travail autonome et l'entrepreneuriat, la promotion d'entreprises adéquates et productives, et l'amélioration de l'accès au financement. L'étude insiste également sur la situation juridique et les droits des

femmes; par exemple, l'amélioration des droits de femmes à la propriété, les droits de succession, les droits des femmes à la propriété des terres et leur liberté d'agir en conséquence. L'étude examine la liberté d'expression des femmes, leur intégration et leur participation au processus décisionnel, y compris l'élaboration de mécanismes pour la participation à l'habilitation des femmes dans les lieux de prise de décision [Le Programme des Nations Unies pour le Développement 2010]." Cette définition de l'habilitation économique des femmes est soutenue par la majorité des participants à l'étude, d'où elle peut être utilisée dans des études futures. Les indicateurs ont également été définis grâce à la revue de la littérature et des discussions avec Asala. Un certain nombre d'entretiens préliminaires avec les principaux experts en matière d'habilitation économique des femmes en Palestine a également été mené. Ces entretiens ont contribué à la mise en place et la classification des indicateurs. Les études et recherches d'Asala ont été produites dans le cadre du Projet régional de l'habilitation économique des femmes (PRHEF), un projet réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada par l'entremise de l'Agence canadienne du développement international (ACDI) et géré par OXFAM-Québec. L'étude sur l'habilitation économique des femmes vise à étudier la situation et l'environnement des femmes et à fournir des indicateurs aux parties concernées responsables d'agir en conséquence.



### Maysoon Sbihat

## Le succès commence par un pas



Maysoon Sbihat, 36 ans, croit que le succès commence avec un petit pas suivi par des étapes importantes de progrès. Elle vit à l'ouest de Jénine, à Rumana, au nord de la Cisjordanie.

Maysoon parle de son entreprise avec un sourire timide sur son visage. Elle vous fait sentir que "s'il y a une volonté, il y a moyen" et qu' "il n'y a pas de nouveauté dans la pauvreté". C'est ainsi que Maysoon a commencé sa route vers le succès. Elle a débuté une activité d'élevage de bovins. Son lieu d'affaires a été d'une

petite pièce en face de sa maison. Son objectif était de mettre fin à la pauvreté et aux difficultés économiques de sa famille. Tout a commencé en mai 2008 quand Asala lui a accordé un prêt de 500 dollars. Maysoon a reçu un autre prêt d'Asala en mars 2009 qui lui a permis d'acheter des aliments pour animaux et plus de bétail. Elle avait 6 bovins. Elle a vendu ses produits laitiers à la population de Rumana. L'entreprise a permis l'amélioration des revenus du ménage de Maysoon à l'époque où le travail de son mari en Israël proprement dit était inconsistant.

L'entreprise de Maysoon a atteint le succès. Elle vend ses produits de lait et de fromage. Les produits de l'entreprise fournissent également à la famille de Maysoon les produits laitiers dont elle a besoin. Ces résultats, et le soutien de la population de Rumana, ont poussé Maysoon à demander un troisième prêt d'Asala. Cette fois, elle a obtenu un prêt de 2.000 \$. Le capital de son entreprise est maintenant évalué à environ \$4500.

Maysoon Sbihat a achevé ses études secondaires, mais ne pouvait pas aller au collège en raison des difficultés économiques de sa famille et des barrages routiers israéliens qui empêchaient le libre mouvement des personnes entre les villes et villages. Maysoon a renoncé à son rêve de poursuivre son éducation et s'est mariée. Maintenant, elle a six enfants. Elle veut assurer l'éducation de ses enfants, afin de rattraper ses chances perdues en éducation. Elle travaille dur pour faire face à la pauvreté et aux difficultés économiques. Elle veut développer son activité afin de devenir la principale source de revenu pour sa famille.

## Identification des principaux cas de violation de l'habilitation économique des femmes sur les sites du projet à Al-Mafraq, Sahab et Aqaba



En décembre 2010, les cas de violation des droits économiques des femmes ont été discutés et votés au niveau des trois centres de développement communautaires (CDC) d'Al-Mafraq, Sahab et Aqaba. Les trois groupes de discussion ont été suivis par 144

femmes et 38 hommes provenant d'organisations de la société civile, des comités de femmes et des bénévoles. Les participants ont pu discuter et voter sur les principaux cas de violation de droits à l'habilitation économique des femmes. Les votes consolidés ont permis de classer les quatre premiers cas de violations des droits d'habilitation économique des femmes de la façon suivante:

1. L'héritage des femmes en raison des demandes sociales et de la honte
2. L'hésitation des femmes et leur incertitude dans l'acquisition de prêts pour le démarrage de nouvelles entreprises
3. Violation des droits des femmes à choisir le type, le moment et le lieu de travail qu'elles désirent
4. Contrôle sur les ressources financières des femmes

## Préparations pour la campagne de plaidoyer sur les droits à l'habilitation économique des femmes sur les sites du projet



Des réunions communautaires pour la formation des équipes de plaidoyer ont été tenues dans les trois centres de développement communautaires (CDC). Elles ont ciblé les comités de femmes, les bénévoles, les représentants des organisations communautaires et les organisations de la société civile, en plus d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Les réunions menées le 13 et 14 Février, et 14 Mars 2011, ont regroupé un total de 84 femmes et 16 hommes des centres de développement communautaire (CDC) à Al-Mafraq, Sahab et Aqaba. Les bénévoles intéressés ont été invités à remplir un formulaire d'enregistrement; les requêtes ont été évaluées sur la base des critères définis et la volonté d'engagement, pour atteindre une moyenne de 70 bénévoles provenant des trois sites du projet. Les équipes de bénévoles feront l'objet d'une évaluation des besoins en formation sur les questions de plaidoyer, de communication et d'habilitation économique des femmes durant le premier trimestre de l'année 3, en plus de leur soutien dans la campagne de plaidoyer dans leurs sites respectifs.

## Recherche sur les indicateurs d'habilitation économique des femmes et les défis rencontrés par les femmes micro-entrepreneuses sur les sites du projet

Des efforts ont été investis dans la mise en œuvre de recherches sur les indicateurs de l'habilitation économique des femmes et les défis rencontrés par les femmes micro-entrepreneuses sur les sites du projet (centres de développement communautaires de Sahab, d'Al Mafraq et d'Aqaba). L'ensemble des recommandations et les prochaines étapes permettront de contribuer à la fois à une meilleure compréhension de l'habilitation économique des femmes en Jordanie par les intervenants et les organisations partenaires clés, car elles fournissent à la fois des connaissances ainsi que des moyens pour améliorer la compréhension de l'habilitation économique des femmes dans la région par les concernés.

## Étude et analyse des lacunes législatives pour les principaux cas de violation des droits économiques des femmes sur les sites du projet

Le document de politique sur les violations sur l'héritage et la propriété a été analysé pour ses lacunes législatives par la Commission nationale jordanienne pour les femmes (CNJF) en mars 2011. La Commission continuera l'analyse législative, politique, socio-économique et l'identification des lacunes pour les trois autres cas de violation des droits économiques des femmes d'ici la fin du mois de mai 2011. Ces documents de position/politique seront une source de données factuelles nécessaire pour le plaidoyer sur les droits à l'habilitation économique des femmes, et un outil essentiel pour la campagne de plaidoyer sur la violation du droit à l'héritage des femmes en Jordanie.

## Formation technique des employés de JOHUD sur la micro-finance durable



Dans le cadre du processus de décentralisation et afin d'assurer la durabilité des mécanismes de prêt et procédures à l'unité de développement des affaires des petites entreprises (DAPE) de JOHUD et aux centres de développement communautaire (CDC) ciblés, une formation technique de 16 jours sur la micro-finance

durable a été réalisée durant la période allant du 27 février jusqu'au 24 Mars 2011.

La formation a ciblé 23 participants (15 femmes et 8 hommes) du personnel du DAPE de JOHUD, des administrateurs des CDC, des agents de crédit et des comptables.

La formation a été préparée et présentée par le Dr. Ghassan Abu-Yaghi, professeur à l'Université Allemande à Amman et formateur certifié sur le microcrédit.

Une formation de quatre jours a été suivie par deux agents de crédit de l'Association palestinienne des femmes d'affaires (ASALA) sur le module d'analyse de crédit. Cette participation s'inscrivait dans le cadre de la collaboration régionale et d'échange des meilleures pratiques et des connaissances sur des initiatives similaires entre organisations-partenaires dans la région qui ont des pratiques analogues. La formation s'est conclue par une cérémonie de remise de diplômes organisée sous le patronage de PHREF/Oxfam-Québec et de la directrice de JOHUD.

## Événement de commercialisation pour les femmes rurales du centre développement communautaire d'Aqaba



Un événement de commercialisation pour les femmes rurales a été mené au Centre de développement communautaire (CDC) d'Aqaba le 28 Octobre 2010.

L'événement a vu la participation d'environ 100 femmes rurales

provenant des comités des femmes et des bénéficiaires du Centre de développement communautaire d'Aqaba et de ses branches. Des réunions en marge de l'événement ont été tenues avec le personnel administratif de JOHUD, Oxfam-Québec et des intervenants d'Aqaba.

Elles ont révélé la nécessité de travailler sur renforcement des capacités des bénéficiaires en leur fournissant les compétences nécessaires à la commercialisation et la présentation ainsi que leur besoin d'un site pour exhiber leurs produits.

Une collaboration et un soutien supplémentaire pour les femmes-entrepreneuses du milieu rural ont été apportés par l'Aqaba Development Corporation à travers leur commandite d'événements de commercialisation sur une base régulière (bimensuelle) dans la région. Un deuxième événement de commercialisation a ainsi eu lieu le 25 janvier 2011.

## Révision et amendement des politiques et procédures de prêts à l'unité de développement des affaires des petites entreprises (DAPE) de JOHUD

Le progrès vers la décentralisation et le renouvellement des opérations de prêt au DAPE de JOHUD ont été évalués par un cabinet de consultants nationaux pour entreprendre l'examen et la modification des politiques de prêt et les procédures existantes, y compris l'adoption de politiques non-existantes qui soient conformes à la vision de JOHUD.

La consultation a également inclus l'élaboration de nouvelles opérations de rationalisation et de directives opérationnelles, en plus de la révision des produits de prêt, le développement de nouveaux produits et le soutien à l'élaboration d'un plan d'affaires de 3 ans.

Les consultants ont élaboré un manuel opérationnel, incluant 5 nouveaux produits de crédit adaptés aux besoins des bénéficiaires.

Fondée sur une approche participative et innovatrice:

## CAWTAR lance une étude sur les femmes rurales en Tunisie



Le 27 Avril 2011, le Centre de la Femme Arabe pour la Recherche et la Formation "CAWTAR" a lancé une étude de terrain sur les femmes rurales à Wed Sbaihia dans le gouvernorat de Zaghouan en Tunisie, dans le cadre du Projet régional d'habilitation économique des femmes qui se réalise entre Oxfam-Québec et CAWTAR.

Ce travail "des jeunes chercheurs" encadré par des chercheurs seniors sur le terrain a été précédé par un atelier de réflexion tenu le 21 Avril 2011 au siège de CAWTAR pour discuter du sujet, des problématiques et de la méthodologie de la recherche.

La rencontre a vu la participation de professeurs d'universités spécialisés en sociologie, en anthropologie et en développement et des étudiants (es) en master et en doctorat "sociologie et développement", en plus bien sûr de l'équipe du CAWTAR. Le choix des étudiants n'était nullement aléatoire mais provient d'une initiative du CAWTAR qui est peut-être la première en son genre, de bénéficier des recherches des étudiants sur les questions des femmes rurales.

En contrepartie, le Centre fournit le cadre scientifique et méthodologique ainsi que le soutien logistique pour les étudiants. L'innovation réside dans le fait que le CAWTAR va non seulement capitaliser ces recherches, mais donnera aux étudiants (es) la chance de réaliser une étude scientifique qui entre dans le fond de

leur spécialité académique. Dans ce cadre, le CAWTAR va développer les compétences d'écriture de l'équipe des étudiants chercheurs, à travers des ateliers d'écriture et sur les méthodes de recherche, qui seront au profit des étudiants pour préparer des thèses et mémoires fondées sur des approches purement scientifiques. La valeur ajoutée pour les étudiants réside dans leur participation à la réalisation d'une étude scientifique supervisée par un centre régional de recherche et de formation qui, pour sa part, ira au-delà de la recherche et publiera dans le cadre de son étude des articles scientifiques résumant le contenu des mémoires.

L'équipe est formée de quatre académiciens, de dix étudiants (es) en Master et une étudiante en doctorat, spécialistes en "Sociologie et Développement". Au cours de l'atelier de remue-méninges, les participants ont concentré leurs efforts sur la problématique de l'étude, sa méthodologie, ses axes et l'aspect final de la participation des étudiants dans la préparation de la recherche. Comment contribueront-ils à la recherche?

Les travaux des cinq étudiantes, dont une prépare sa thèse de Doctorat, et 4 des mémoires de master portent sur les thèmes suivants: "L'identité de la femme rurale dans le cadre de la dynamique collective et sa participation dans le développement local", "La solidarité familiale au sein de l'unité de production



familiale", "Les femmes rurales et le développement local", et "Le rôle du développement local dans l'intégration de la femme dans les régions rurales en Tunisie: le cas de Wed Sbaihia". Le CAWTAR intégrera ses recherches dans un rapport d'enquête final consolidant les travaux des étudiants.

D'autre part, l'atelier de réflexion, qui a réuni les étudiants intéressés par les études de terrain, les a aidés à présenter les problématiques de leur mémoire et thèse et, avec l'aide des professeurs chercheurs, à les lier à la problématique principale de l'étude entreprise par le CAWTAR. Les étudiants (es) achèveront sous la direction de leurs professeurs de faire le travail sur le terrain à Wed Sbaihia.

### L'atelier de réflexion : développement des grandes lignes de la problématique de l'étude et de sa méthodologie

Lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier, le Directeur Exécutif du centre CAWTAR, Dr. Soukaina Bouraoui, a souhaité la bienvenue aux participants (es) et a présenté les principaux domaines de travail du centre ainsi qu'un bref aperçu.

Le coordinateur du Projet régional d'habilitation économique des femmes, Mr Saber Ben Mbarek a pour sa part exposé les objectifs du projet, son plan d'action et les principaux résultats attendus.

Ensuite, la responsable scientifique de l'étude a présenté les intrants de l'étude qui sont les parties prenantes, l'investissement dans l'être humain et le développement durable, et l'étude de cas du groupement des femmes rurales à Wed Sbaihia.

La problématique de l'étude, présentée par les étudiantes en Master, était le point de départ pour le cadre des problématiques de l'étude sur le terrain. Les discussions ont abouti à ces axes :

1. La dissonance culturelle dans les projets de développement: entre la raison des développeurs et les représentations sociales des bénéficiaires,
2. La solidarité familiale au sein de l'unité de production agricole,
3. Le rôle des programmes de développement locaux dans la liaison des femmes rurales avec leurs régions,
4. L'identité de la femme rurale dans le cadre d'une dynamique globale et sa participation dans les projets de développements locaux,
5. Construction de l'identité des femmes rurales à Wed Sbaihia: l'impact de l'adhésion à la collectivité des femmes agricultrices.

La discussion de ces problématiques a abouti à l'adoption de la méthodologie de l'étude qui se fonde sur la conduite d'entretiens semi-dirigés et sur les observations.

L'échantillon de l'étude sera d'environ quarante femmes rurales en plus de quelques personnes qui seront des sources d'informations tels que les membres des associations, les responsables politiques locaux, les activistes dans le domaine du développement et les familles des femmes interviewées.

### Les étapes suivantes seront des études sur le terrain, des ateliers de travail et le développement des compétences de rédaction des étudiants

Les participants ont mis en place les étapes d'exécution de l'étude, qui consistent en la tenue d'un atelier de travail sur la méthodologie de l'étude, sur l'élaboration d'un guide d'entretien et sur les problématiques spécifiques prévu du 12-14 Mai 2011 à Tunis. Un autre atelier de réflexion sera organisé vers la fin du mois de Juin et un atelier de rédaction durant le mois d'Octobre 2011. Le plan de travail comprend également l'essai du guide des entretiens, la réalisation des interviews, la collecte des données et leurs traitements, et la rédaction des différentes parties de l'étude. L'équipe de recherche a réalisé au début du mois de Mai, deux visites de terrain à Wed Sbaihia, durant lesquelles, l'équipe est entrée en contact avec l'Association de soutien à l'auto-développement "ASAD", le partenaire local du Projet régional d'habilitation économique des femmes, et avec le groupement féminin de développement agricole. L'équipe a également pris connaissance des spécificités naturelles, géographiques, démographiques et économiques de la région. Egalement, durant la deuxième visite, les étudiantes ont entamé la phase des entretiens avec les femmes rurales des différents " Douar ". Enfin, les deux visites ont contribué à identifier de nouvelles problématiques pour les mémoires de master des étudiants et à commencer l'élaboration du guide d'entretien.

Le CAWTAR a réalisé des étapes fructueuses sur le chemin d'exécution du Projet Régional d'Habilitation Economique des Femmes, en dépassant la mission de développement des régions rurales pour cibler les institutions de financement ou les services gouvernementaux et non gouvernementaux, qui figurent dans le programme, pour choisir selon sa mission principale, les mécanismes capables d'habiliter la femme arabe à tous les niveaux. Le CAWTAR est convaincu que l'investissement dans les travaux des jeunes chercheurs impliqués dans la connaissance et la recherche scientifique aboutira à une étude très objective et réaliste sur les femmes rurales.



## Les leçons tirées du dialogue sur les politiques sociales: Le cas du Liban



### Qu'entend-on par dialogue sur les politiques sociales ?

De nos jours, la littérature spécialisée sur la question du développement regorge de mot en vogue... Un jargon particulier qui signifie différentes choses à différentes personnes, et qui parfois ne signifie rien du tout... Le dialogue sur les politiques sociales fait partie de ce genre de terminologies qui devient à la mode et qui s'impose comme condition sine qua none de nombreux projets... Mais, pour être sérieux, que signifie exactement le terme de dialogue sur les politiques sociales et qu'entendent les divers utilisateurs de cette terminologie qui l'utilisent à tort et à travers dans leur discours pour, en effet, " le dialogue sur les politiques sociales ", expression qui veut tout et rien dire...

Notre analyse du terme de dialogue sur les politiques sociales le définit comme un processus à travers lequel des groupes d'intérêt engagent un dialogue informel avec les décideurs politiques, les institutions étatiques ou non-étatiques, sur des enjeux et des politiques publiques qui affectent directement leurs vies et leurs moyens d'existence, positivement ou négativement.

Ainsi, le dialogue sur les politiques sociales est considéré comme un exercice de la citoyenneté active et inclusive. Dans le cas du programme PRHEF au Liban, les éléments de plaidoyer et de dialogue sur les politiques sociales étaient considérés comme des éléments cruciaux du programme, tel que le soutien direct aux coopératives et groupes de femmes rurales (à travers des services financiers et non-financiers), autant que le sont la recherche et la connaissance.

Dès les prémices du projet, il y a quelques années, CRTD.A considérait la combinaison des trois stratégies comme un instrument dans la réalisation d'un processus documenté de dialogue sur les politiques sociales.

### Le cas du Liban : quels objectifs nous sommes nous fixés et pourquoi ?

Le processus de dialogue sur les politiques sociales lancé par le programme PRHEF au Liban est, comme évoqué plus tôt, documenté par deux processus liés : la recherche et la connaissance d'une part, et le soutien aux coopératives et aux groupes de femmes rurales d'autre part.

L'apport des éléments recherche et connaissance a été tiré d'une série de recherches lancées par le projet : une étude du cadre légal et institutionnel régulant et affectant la participation économique des femmes ; une veille continue des données, tendances et analyses sur les questions relatives à l'autonomisation et la participation économiques des femmes ; ainsi que des recherches qualitatives à l'échelle de la communauté locale sur les contributions économiques invisibles des femmes et des questions de recherche liées.

L'apport issu du travail entrepris avec les coopératives et les groupes de femmes rurales comprend des observations directes, des données et des informations empiriques ainsi que des témoignages liant les politiques publiques aux vies, opportunités et trajectoires des femmes pour l'autonomisation.

Les éléments du programme PRHEF au Liban détaillés ci-dessus ont déterminé le format et le contenu du processus de dialogue sur les politiques sociales.

Le processus fut ainsi élaboré de manière à inclure de multiples acteurs tels que le secteur des ONG et des organisations de la société civile (incluant évidemment les organisations et groupes de femmes), les institutions de gouvernance locale et des institutions sélectionnées du secteur public, des syndicats sélectionnés, des représentants d'employeur et une panoplie d'acteur du secteur privé. Le processus s'articulait aussi sur plusieurs niveaux. Des consultations d'acteurs politiques ont été organisées avec chaque groupe individuellement et dans chaque Mohafazat du pays. Au moment même de la

rédaction de cet article, CRTD.A continue ce processus et, en même temps, identifie et s'engage dans des initiatives considérées comme liées aux droits et à l'autonomisation économiques des femmes dans un effort d'analyser le contexte favorable à l'amorce d'un dialogue sur les politiques sociales et d'un plaidoyer.

En termes de contenu, le processus recourt à des données, informations et analyse issues de la recherche de CRTD.A dans le cadre du programme PRHEF, qui a été construite par l'ébauche de conclusions initiales. À partir de ces apports initiaux, l'équipe RWEPP de CRTD.A a alors encouragé une discussion interactive et itérative avec tous les groupes d'acteurs s'articulant autour des questions de politique suivantes :

- Quels sont les points politiques clés qui contraignent la participation économique des femmes ? pourquoi et comment ?
- Quelles seraient alors les interventions politiques clés qui auraient le mérite de débloquer la situation ? Comment s'y prendre en la matière ?

### **Une année de dialogue sur les politiques sociales au Liban : qu'en retire-t-on ?**

Dans ce paragraphe final, nous allons réfléchir rétrospectivement à ce que nous avons observé, noté et appris à travers une année de dialogue sur les politiques sociales.

Ces réflexions s'associent au processus de dialogue sur les politiques sociales en cours au Liban dans le cadre du programme PRHEF du CRTD.A. Dès lors, elles ne s'associent pas à l'issue et/ou aux conclusions du processus de dialogue sur les politiques sociales. Ces réflexions ont pour but de contribuer à un apprentissage général sur le pourquoi et le comment de l'engagement pour le dialogue sur les politiques sociales pour l'égalité de genre. Elles ne sont pas présentées par ordre de priorité mais plutôt selon une catégorisation thématique fluide.

### **Sur la validité, la pertinence et l'utilité**

- L'apport, les commentaires et remarques des participants au dialogue sur les politiques sociales indiquent qu'ils ont trouvé le processus pertinent, utile et important ;
- Plusieurs participants ont indiqué que, bien qu'ils soient engagés dans des interventions et programmes relatifs à l'autonomisation économique des femmes, ils n'avaient jusqu'à présent pas identifié l'importance du dialogue sur les politiques sociales comme stratégie de travail.

### **Sur le degré et la profondeur de l'engagement des divers acteurs**

- Les ONG, organisations de la société civile, les groupes de femmes, les municipalités et les communautés locales ont fait preuve d'un très haut degré d'engagement dans le processus de dialogue sur les politiques sociales. Cela s'est répercuté sur le niveau de participation ainsi que sur l'intérêt et la préoccupation envers le processus et les résultats attendus ;
- Les institutions publiques, notamment celles avec qui CRTD.A a construit un rapport durable depuis plusieurs années comme par exemple les centres communaux du Ministère des Affaires sociales ont aussi montré leur intérêt, participation et engagement.
- Le secteur privé a ainsi été le plus imperméable au dialogue sur les politiques sociales. Cela s'explique peut-être du fait que

ce secteur, qui essentiellement guidé par la quête du profit, ne conçoit pas l'autonomisation économique des femmes comme une question préoccupante et, en même temps, maintient qu'il n'exerce aucune forme de discrimination envers les femmes...

### **Sur la façon dont chaque acteur perçoit et analyse les enjeux en question**

- La plupart des représentants des institutions publiques ont tendance à compartimenter la question de l'autonomisation économique des femmes. En effet, ils considèrent que cette question relève du ressort de Ministères des Affaires sociales et de la Santé publique, voire du Ministère de l'Education de manière plus limitée.
- Rejeter la responsabilité sur la victime semble être le mot d'ordre de nombreux représentants d'institutions publiques. Selon eux, les femmes sont responsables de leur échec à participer puisqu' "il n'y a pas de barrières légales ou institutionnelles leur faisant obstacle".
- Le fossé principal au niveau des ONG et organisations de la société civile ne s'identifie pas en termes d'analyse de la question mais plutôt par rapport à la capacité de lier cette analyse à un processus de prise de décision et de formulation de politiques.

### **Et après ?**

Le processus de dialogue sur les politiques sociales a jusqu'à présent été assez gratifiant. En tant qu'organisation indépendante, CRTD.A a été capable de s'engager avec des acteurs variés sur une position d'égalité tout en construisant des liens de confiance et de collaboration pour un processus de plaidoyer à venir. En même temps que nous poursuivons le processus de dialogue sur les politiques sociales, nous continuons à documenter les réflexions sur le processus et nous en tirons profit pour la phase de plaidoyer à venir. De même, comme nous avons commencé par définir ce que nous entendons par dialogue sur les politiques sociales, nous soulignerons également la signification des termes de plaidoyer pour les droits et l'autonomisation car nous estimons aussi que ces termes ont un sens différents pour différentes personnes.

Réunion consultative avec les représentants du gouvernorat de Tripoli. Réunion consultative avec des représentants d'ONG et de coopératives de Zahlé.



## POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES DES FEMMES

Réalisé sous la supervision de:  
L'association Palestinienne des Femmes  
d'affaires (ASALA)

### **Le projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)**

Projet a été réalisé grâce au soutien financier du  
gouvernement du Canada agissant par l'entremise de  
l'agence canadienne de développement international (ACDI)



Pour les droits économiques des femmes est un bulletin semestriel publié dans le cadre du projet régional d'habilitation économique des femmes (PHREF), réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Il a été conçu en tant que source générale d'informations et ne prétend pas être un substitut pour une consultation professionnelle ou un conseil en investissement, et ne doit pas être utilisé en tant que tel. Le contenu, les opinions et les commentaires qui y sont exprimés relèvent de l'unique responsabilité des auteurs, sauf si mentionné autrement. Il ne reflète en aucun cas les opinions du gouvernement canadien ni celles d'Oxfam-Québec. L'équipe du PRHEF n'est pas responsable de l'accès à ou le contenu de tout site internet mentionné dans ce bulletin d'information.